

Genève, 14 juin 2010

**PRÉOCCUPATIONS DU MONDE DES AFFAIRES SUR LES CONCLUSIONS  
APRÈS LES CONSULTATIONS DES MINISTRES DU TRAVAIL DU G20**

L'échange de vues entre les Ministres du travail, les employeurs et les syndicats qui s'est tenu à Washington en avril dernier a été apprécié par la communauté mondiale des entreprises.

L'Organisation internationale des Employeurs (OIE) et le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC), les principales organisations mondiales représentant le monde des affaires, se sont engagés auprès des gouvernements sur les politiques pour sortir de la crise économique mondiale et de l'emploi, à travers des approches qui soutiennent la reprise économique durable et la création de l'emploi dans le secteur privé.

L'OIE et le BIAC saluent le résultat de la première d'une série de consultations que nous espérons longue. Toutefois, notre réaction a été quelque peu tempérée par l'omission dans les recommandations des Ministres du travail aux leaders du G20 de plusieurs mesures essentielles pour le retour de millions de personnes au travail.

Pour sortir de la crise, il est nécessaire de revoir les mesures de relance afin d'équilibrer les finances publiques et soutenir les moyens permettant au secteur privé de mener la croissance et l'investissement qui sont les seules pistes pour la reprise. Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité ne résulteront que des politiques qui stimulent l'innovation et accroissent la productivité et le développement de biens et services d'une plus grande valeur ajoutée.

Nous demandons aux gouvernements de s'assurer que le rétablissement de l'emploi est vu comme faisant partie de manière importante de la reprise économique générale. Cela demande que les politiques du marché du travail soient traitées de manière complète dans le contexte des consolidations fiscales nécessaires, des réformes structurelles et de l'ouverture des marchés au commerce et aux investissements si nous voulons sortir de la récession.

Les politiques des gouvernements qui promeuvent un environnement durable pour les entreprises sont essentielles. Pour ces raisons, nous réitérons les priorités



soulignées par les employeurs du G20 à Washington en avril dernier demandant aux gouvernements du G20 de :

- ▶ revoir et réformer la réglementation affectant les activités des entreprises, afin de mieux soutenir le retour vers une croissance durable du secteur privé, l'investissement et l'emploi productif ;
- ▶ se concentrer sur l'employabilité de tous les groupes, comprenant comme priorité clé ceux en marge du marché du travail, y compris en s'assurant de mécanismes de protection sociale pour s'assurer d'un soutien et d'incitations auprès des chercheurs d'emploi et des chômeurs pour trouver un emploi ;
- ▶ s'assurer que les cadres politiques soutiennent des dispositions du travail qui agissent comme facilitateur pour permettre aux employeurs d'avoir plus d'individus dans la force de travail ;
- ▶ améliorer l'éducation et la formation tout au long de la vie et les structures et les programmes s'y afférant qui sont à la base de l'employabilité de tous les groupes permettant ainsi l'innovation, la croissance verte et la transition économique vers les nouvelles industries en croissance.

Les leaders du G20 sont invités à tenir compte de ces priorités essentielles pour une reprise économique mondiale qui résulteraient en la création de davantage d'emplois productifs pour le futur et nous demandons aux gouvernements hôtes du G20 de soutenir les entreprises dans le monde en délivrant ce message.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



**Wiseman Lumkile NKUHLU**  
Président, OIE



**Charles P. HEETER Jr.**  
Président, BIAC